



## Séance du CSFPT du 26 février 2020

### Intervention de la délégation CGT à l'occasion de la venue d'Olivier DUSSOPT

Monsieur le secrétaire d'État,

Nous avons entendu vos propos sur la mise en œuvre de la loi dite de transformation de la Fonction publique. Vous connaissez la position de la CGT que nous avons déjà affirmée ici et dans les instances idoines comme le CCFP ou le CA du CNFPT. Nous rejetons ce texte et la CGT combattra sa mise en œuvre au quotidien partout où elle est présente.

Hier, lorsque nous avons appris votre venue à la présente séance plénière, nous avons interrogé le CSFPT quant à la motivation de votre présence. Il nous a été répondu qu'il s'agissait d'une visite de courtoisie pour la dernière séance avant les élections municipales.

Lors du renouvellement des représentants des personnels, ceux-ci n'ont pas bénéficié de la même attention. Cette distorsion de traitement exemplifie le mépris récurrent et itératif qu'anime votre gouvernement envers la démocratie sociale, les organisations syndicales.

Au demeurant, la délégation CGT observe pour sa part, qu'au lendemain de ce scrutin municipal s'ouvrira, par le biais de la loi qui porte votre nom, une offensive contre le temps de travail des agents territoriaux, leur droit de grève, une offensive passant également par une généralisation de la précarité avec la rupture conventionnelle, le contrat de projet et recours accru au TNC.

Rien de courtois dans tout cela, pour les agents qui ont en charge au quotidien la production du service public territorial, un service public de proximité et de qualité. Jusqu'à quand sous vos coups de boutoir ?

Rien de courtois également dans les velléités gouvernementales portées dans le rapport Thiriez et qui constituent une menace pour la culture et l'éthique professionnelle des cadres territoriaux et plus globalement pour le CNFPT. En témoigne la cannibalisation financière de celui-ci à travers le financement de l'apprentissage qui lui est imposé à 6% de ses recettes de fonctionnement.

Rien de courtois dans le prochain train de décrets qui organisera la casse des instances paritaires comme les CAP, les CHSCT et les CT transformés en CST.

Rien de courtois dans le projet de plan santé au travail pour la fonction publique présenté le 5 février dernier par la DGAFP voyant la disparition des commissions de réforme.

Rien de courtois dans les réflexions préparatoires au projet de loi « décentralisation, différenciation, et déconcentration », encore appelé 3D et qui vise à casser le cadre républicain égalitaire, en le dérèglementant à travers une décentralisation à vocation néolibérale et austéritaire, à l'image de la loi créant une communauté européenne d'Alsace ; texte sur lequel nous nous sommes exprimés défavorablement devant le CSFPT.

Et puis rien de courtois dans la réforme des retraites avec laquelle tous les salariés du privé et du public perdront on grattage, mais aussi au tirage, si vous permettez cette expression triviale. Certains perdront plus que la moyenne : les femmes, les fonctionnaires, les fonctionnaires de la catégorie active et ceux de la catégorie insalubre. Concernant ces derniers vos mesures poudres aux yeux ne sont qu'un miroir aux alouettes.

Votre politique de recul social passe enfin par la destruction des CARSAT et dans notre champ de la CNRACL et de son fonds national de prévention au sujet desquels nous avons demandé ce matin en bureau du CSFPT le lancement d'une auto saisine.

Votre politique et vos choix ne sont pas inéluctables. La CGT en a fait la démonstration à travers ses propositions concrètes de financement du système des retraites.

Aujourd'hui, la responsabilité du Président, du Premier ministre et la vôtre sont très clairement posées dans la grave crise de société qui frappe la France dans toutes ses dimensions et toutes ses couches sociales.

Avec la menace de l'usage des dispositions antidémocratiques de la constitution de la Vème république, comme le 49.3, vous franchissez une nouvelle étape dans la dégradation de la démocratie, déjà entamée par la large répression contre les gilets jaunes, les organisations syndicales, les syndicalistes comme notre camarade Didier MANCA, fonctionnaire territorial dans les Bouches-du-Rhône et les lycéens.

Plus grave, votre action politique renforce chaque jour davantage le nombre d'auditeurs et d'auditrices de la funeste radio courtoisie, radio pour celles et ceux qui ne la connaîtraient pas est la radio d'extrême droite la plus écoutée de France.

Et comme le disait Gandhi, "Lorsque nous critiquons, il faut le faire avec une humilité et une courtoisie qui ne laisse subsister aucune amertume."

La délégation CGT du CSFPT